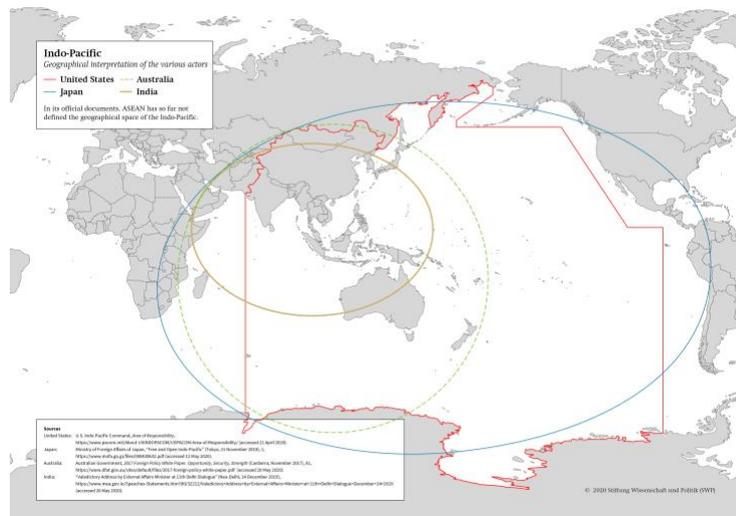


La stratégie australienne dans l'Indopacifique

1. Introduction

Gigantesque par la taille, l'Australie est également l'une des économies les plus développées au monde. Mais elle est peu peuplée (25 millions d'habitants), et historiquement n'a jamais été en mesure d'assurer seule sa défense : elle fut d'abord dépendante de la puissance coloniale britannique puis, après la Seconde Guerre, des Etats-Unis. Du fait de sa géographie elle est l'Etat occidental le plus **directement aux portes de la Chine** : après avoir embrassé avec



L'Australie et sa conception de l'Indopacifique (source : SWP)

enthousiasme sa dimension « Asie-Pacifique », qui lui permettait de se réinventer dans l'ère post-coloniale, elle mesure maintenant mieux que quiconque la menace posée par Pékin. Sa réponse est de multiplier les alliances et de mieux assurer sa présence, et sa défense, dans son voisinage proche.

2. Une alliance à deux...

L'Australie s'est d'abord pensée comme un sourcilieux gardien des intérêts britanniques dans le Pacifique Sud : d'autant plus sourcilieux que ce n'était pas elle qui payait, puisqu'elle se contentait d'enjoindre à la Couronne de chasser les autres puissances (et notamment la France) de son arrière-cour. **Jusqu'aux alentours de 1990, les relations avec le Japon, l'Inde et la France étaient tièdes**, quoique pour des raisons très différentes (mémoire de la Seconde guerre mondiale et menace économique ; proximité avec l'URSS pendant la guerre froide ; essais nucléaires et traitement de la question kanake, sans oublier une forme de rivalité régionale). **Les relations avec le Royaume-Uni n'étaient pas tièdes, mais elles s'étaient largement distendues** : malgré une proximité culturelle toujours très grande, chacun était *passé à autre chose* après l'ère coloniale – pendant que le Royaume-Uni se retirait « à l'est de Suez » et se trouvait un nouveau destin dans l'Union européenne, l'Australie se refaçonnait en nation multiculturelle de l'Asie-Pacifique. Pendant toute cette période, c'est **l'alliance américaine** (traité ANZUS de 1951) qui **a dominé** : l'Australie adoptait une attitude suiviste, voire vassale, en échange de la protection de la superpuissance.

Et puis le vent a tourné. Après le 11-septembre, l'attention des Etats-Unis a été accaparée ailleurs ; son déclin, quoique relatif, fut noté ; et son réengagement dans le Pacifique sous l'ère Obama-Clinton (*v. topo séparé*) s'est fait avec une coloration antichinoise qui inquiétait un pays de plus en plus dépendant pour sa croissance de ses exportations vers l'Empire du Milieu. Dans le même temps, tandis que mouraient les combattants de la Seconde Guerre mondiale, le Japon cessait après la fin de son miracle économique d'être la menace qu'il avait pu être ; l'Australie se découvrait un intérêt nouveau pour une Inde – contreponds potentiel à la Chine dans tous les domaines – revenue dans le giron occidental ; et la France post-arrêt des essais nucléaires et post-accord de Nouméa n'était plus vue comme une puissance arrogante – avec la montée de la menace chinoise, sa présence souveraine dans le Pacifique devenait à vrai dire davantage un renfort bienvenu pour l'Australie qu'une source de rivalités. Plus récemment, le Royaume-Uni post-Brexit montrait un clair désir de renouer les liens avec son ancien Empire sur la base d'un partenariat d'égal à égal.

3. ... puis à quatre ...

L'alliance américaine demeure bien sûr un pilier principal – *le* pilier principal, même si (chose impensable avant) un ancien Premier ministre australien a appelé à y mettre fin (Malcolm Fraser, *Dangerous Allies*, 2014). Mais elle s'est **métamorphosée en un « axe anti-Pékin »**, d'endiguement de la puissance chinoise, reposant sur quatre piliers : New Delhi, Canberra, Tokyo et Washington. Cette alliance est formalisée notamment par le **Quad** (*Quadrilateral Security Dialogue*), un « dialogue de sécurité quadrilatéral » établi en 2007.

Ces quatre pays ont désormais des relations bilatérales poussées. Ce sont d'ailleurs les Australiens et les Japonais (les premiers concernés par la menace chinoise) qui ont développé le concept d'Indopacifique, dont l'enjeu premier était de faire entrer l'Inde dans un espace unique de dialogue sur la sécurité avec les trois autres, en transcendant la vieille (et obsolète) ligne de démarcation entre les océans Pacifique et Indien.

4. ... puis à cinq (ou six ?)

Quelques années plus tard, **un nouveau partenaire stratégique** s'est fait jour : **la France**. En 2012, celle-ci signe un partenariat stratégique, suivi en 2016 par l'annonce du « contrat du siècle » pour la fourniture de 12 sous-marins Barracuda à la Royal Australian Navy à partir de 2030 (50 milliards de dollars) et, dans la foulée, un renforcement du partenariat stratégique en 2017 (partage d'informations classifiées) : 20 ans après l'incendie, très mollement condamné, du consulat français de Perth après la reprise des essais nucléaires, la transformation est spectaculaire. Aujourd'hui, militaires français de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française (*v. topo sur « les forces françaises dans l'Indopacifique »*) participent à de **nombreux exercices** multilatéraux dans la région avec les Australiens.

Le contexte a été évoqué et explique beaucoup de choses : le monde de 2015 n'a plus grand-chose à voir avec celui de 1995. Mais il existe aussi un élément de hasard : si la France a raflé le contrat pour les sous-marins, c'est parce que l'offre japonaise, qui croyait tenir la corde, s'est montrée inflexible mais que ses soutiens ont ensuite été battus aux élections. Or, sans sous-marins en Australie, ou sans Rafale en Inde, il n'y aurait pas aujourd'hui d'« axe Paris-New Delhi-Canberra ».

D'une manière générale, la France semble avoir une **perception différente** de ce nouveau partenariat, par rapport aux Australiens. Pour Paris, Canberra est le premier allié dans l'Indopacifique (New Delhi et Tokyo viennent après, avec en ligne de mire un Quad à cinq). Mais pour Canberra, la France n'est qu'un partenaire parmi d'autres, une forme de « diversification », certes bienvenue mais circonstancielle. L'idée, parfois avancée, que la France offrirait à l'Australie une « alternative » à la protection américaine grâce à son propre parapluie nucléaire, ou une « troisième voie » entre Washington et Pékin, est une vue de l'esprit. Quant au contrat du siècle, il n'a cessé d'être critiqué depuis sa conclusion et sa remise en cause est toujours possible – d'ailleurs, à peine deux ans plus tard, les Britanniques ont remporté un contrat presque aussi lucratif pour la construction des nouvelles frégates anti-sous-marins.

Le Royaume-Uni, qui avait disparu de l'Indopacifique mais cherche à y revenir, pourrait d'ailleurs devenir le sixième partenaire d'un axe Londres-Paris-New Delhi-Canberra-Tokyo-Washington, encerclant le *heartland* sino-russe théorisé par Halford Mackinder. La crise d'émancipation des Australiens semble achevée : malgré la persistance du *cultural cringe* (une forme de complexe d'infériorité culturelle), les deux pays semblent désireux de renouer les fils d'un destin commun.

4. Le « Pacific Step-Up » et le virage de 2020

Pour les Australiens, le lieu principal de la rivalité chaque jour un peu plus marquée avec la Chine est naturellement son « pré carré » du **Pacifique Sud** : c'est le seul endroit au monde où l'Australie pèse réellement, où son influence et son poids financier puissent rivaliser avec les superpuissances américaine et chinoise. D'ailleurs, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, l'Australie reste de loin la **première pourvoyeuse de fonds** pour l'aide au développement dans la région (voir « Pacific Aid Map » interactive en lien), même si 80% vont à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ancien protectorat australien (1918-1975) situé juste au nord de ses côtes.

Mais la **Chine investit de manière stratégique** en plusieurs endroits, dans une extension de ses « routes de la soie » (*v. topo séparé*) qui pourrait la mener d'un côté vers l'Amérique du Sud et de l'autre vers l'Arctique. C'est vrai notamment au **Vanuatu**, où la Chine construit des installations portuaires capable d'accueillir les plus gros navires de guerre, ou aux **îles Salomon**, où elle finance des infrastructures de tout genre et a même tenté de prendre à bail une île entière*.

En réponse, le gouvernement australien a lancé en 2016, puis relancé en 2018, son « **Pacific Step-up** », augmentant considérablement son aide financière dans la région, avec pour but avoué de faire contrepoids à l'influence chinoise : l'Australie considère toujours le Pacifique Sud comme « son » océan à elle, mais elle a maintenant compris qu'il lui faudrait se battre pour le préserver (imparfaitement quoi qu'il arrive).

Le **Defence Strategic Update** de juin 2020, « mettant à jour » le dernier Livre blanc de la défense (2016), fait écho à cette priorité stratégique puisqu'il annonce à la fois un renforcement très significatifs des moyens de défense australiens (avec l'acquisition notamment de missiles à longue portée, et un renforcement des capacités cybernétiques offensives et défensives), mais aussi un **recentrement des priorités australiennes** vers le voisinage immédiat : le sud-est de l'océan Indien (l'Australie possède les îles Keeling et Christmas, où l'on parle d'implanter des bases), le couloir la séparant de l'Indonésie et, donc, le Pacifique sud – avec notamment un renforcement à tous les niveaux de la coopération militaire avec ces petits Etats (mais aussi p. ex. avec la France : arrivée d'un premier officier de liaison australien à Nouméa fin 2020).

Sans doute s'agit-il d'une bonne idée : indépendamment des menaces, présentes ou futures, réelles ou supposées, mieux faut être la puissance dominante dans une partie du monde bien identifiée – surtout stratégique – qu'un éternel « partenaire junior » de toutes les coalitions occidentales au monde.

Quelques liens : <https://pacificaidmap.lowyinstitute.org>
<https://www.lowyinstitute.org/publications/australia-india-strategic-partnership-security-cooperation-indo-pacific>
<https://www.aspistrategist.org.au/malcolm-fraser-and-the-american-alliance/>
<https://www.aspistrategist.org.au/the-importance-of-australias-pacific-step-up-in-the-post-virus-environment/>
<https://www.aspistrategist.org.au/morrison-pacific-pivot/>
<https://www.aspistrategist.org.au/china-and-the-geopolitics-of-the-pacific-islands/>
<http://www.opex360.com/2019/06/25/le-port-de-darwin-controlle-par-un-groupe-chinois-laustralie-songe-a-en-construire-un-autre-pour-ses-activites-militaires/>
<http://www.opex360.com/2018/04/10/vers-base-militaire-chinoise-pacifique-sud/>
<https://www.iiss.org/blogs/analysis/2020/07/apacific-australia-defence-update>
<https://www.aspistrategist.org.au/island-outposts-australia-indian-ocean/> EJMD/18.11.2020

* et même en Australie avec, en 2015, la prise à bail emphytéotique du port de Darwin dans le nord du pays par des capitaux chinois (mal) déguisés.